

14 & 15

JANVIER 2010

**MAISON INTERUNIVERSITAIRE
DES SCIENCES
DE L'HOMME D'ALSACE
STRASBOURG**

LIVRE DES RÉSUMÉS

**SPORT
LE TRANSFORMÉ
EN ÉVÉNEMENT**

USAGES POLITIQUES ET POUVOIR SYMBOLIQUE

**COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'ÉQUIPE DE RECHERCHE
EN SCIENCES SOCIALES DU SPORT**

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

INDEX DES COMMUNICANTS

ACETI MONICA	PAGE 18
ANDRÈS HERVÉ	PAGE 28
BEAUCEZ JÉRÔME	PAGE 13
BLANCHARD BERTRAND	PAGE 10
BUÉ NICOLAS	PAGE 14
CHARITAS PASCAL	PAGE 11
CONTAMIN JEAN-GABRIEL	PAGE 12
DARRACQ VINCENT	PAGE 06
ERCKERT GUILLAUME	PAGE 19
FINCOEUR BERTRAND	PAGE 21
FRENKIEL STANISLAS	PAGE 22
GASPARINI WILLIAM	PAGE 16
GRANGER CHRISTOPHE	PAGE 25
HOURCADE NICOLAS	PAGE 23
JACCOUD CHRISTOPHE	PAGE 27
LE NOÉ OLIVIER	PAGE 12
LELOUP YVES	PAGE 03
MALATESTA DOMINIQUE	PAGE 27
MANDRET-DEGEILH ANTOINE	PAGE 15
MEYER JEAN-CHRISTOPHE	PAGE 06
MORALES VALÉRIE	PAGE 16
NOSAL CLAUDE	PAGE 04
POLO JEAN-FRANÇOIS	PAGE 09
QUIN GRÉGORY	PAGE 07
RIOT THOMAS	PAGE 07
SOUANEF KARIM	PAGE 20

COMITÉ SCIENTIFIQUE

AU TITRE DE L'EA 1342

Coordination

☒ André Gounot, MCF (HDR) en STAPS (histoire du sport) et Michel Koebel, MCF en STAPS (sociologie du sport).

Ainsi que

☒ William Gasparini, PU en STAPS (sociologie du sport), directeur de l'EA, et Denis Jallat, MCF en STAPS (histoire du sport).

AU TITRE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE - RT34 (SOCIOLOGIE POLITIQUE)

☒ Laurent Willemez, MCF en sociologie, Université de Poitiers, coresponsable du RT34.

AU TITRE DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HISTOIRE DU SPORT

☒ Thierry Terret, PU en STAPS (histoire du sport), directeur du Centre de recherche et d'innovation sur le sport, Université de Lyon 1.

AUTRES MEMBRES DU COMITÉ

- ☒ Vincent Dubois, PU en science politique et sociologie, membre de l'Institut universitaire de France
- ☒ Gérard Mauger, DR en sociologie, chercheur au Centre de sociologie européenne, Paris
- ☒ Gérard Noiriel, DR en histoire à l'École des hautes études en sciences sociales, Paris
- ☒ Sylvain Schirmann, PU en histoire contemporaine, directeur de l'Institut d'études politiques de Strasbourg
- ☒ Serge Wolikow, PU en histoire contemporaine, directeur de l'Institut d'histoire contemporaine et de la Maison des sciences de l'homme de Dijon.

COMITÉ D'ORGANISATION

ÉQUIPE DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES DU SPORT (EA 1342)

☒ Denis Jallat et Michel Koebel (coordination) avec Guillaume Erckert, Yolande Harster, Sandrine Knobé, Rémi Sarot, et les étudiants du Master « Expertise des APS » de l'UFR STAPS de Strasbourg.



LE RENFORCEMENT DES IDENTITÉS NATIONALES PAR LE SPECTACLE SPORTIF

MODÉRATEUR

Sylvain Schirmann (PU histoire contemporaine, directeur IEP de Strasbourg)

YVES LELOUP

Départ en haute mer et exacerbation identitaire : comment s'invente une tradition ?

CLAUDE NOSAL

Les vertes profondeurs des miroirs du cricket troyandais. Analyse d'un film ethnographique.

VINCENT DARRACO

Les Springboks comme enjeu politique dans l'Afrique du Sud post-apartheid : Nation-building et discrimination positive.

JEAN-CHRISTOPHE MEYER

Les échecs de la Mannschaft, ces rassurantes défaites (1950-2006).

GRÉGORY QUIN ET THOMAS RIOT

De quelques réflexions autour des nationalismes sportifs.

DÉPART EN HAUTE MER ET EXACERBATION IDENTITAIRE : COMMENT S'INVENTE UNE TRADITION ?

YVES LELOUP

yves.leloup@voila.fr / professeur d'EPS, docteur en histoire contemporaine, Centre de recherche et d'innovation sur le sport (CRIS/EA 647), université Claude Bernard Lyon I

En 1975, quelques équipes de piroguiers tahitiens se préparent pour une épreuve sportive jusque-là inconnue en Polynésie française : la course de haute mer. La compétition doit se dérouler à Hawaï ; aussi, les Tahitiens, bien qu'accoutumés aux courses en lagon (donc sur « eau plate ») ignorent tout des conditions de course au large et font donc figure de novices. La presse locale s'empare alors de ce challenge presque anodin pour en faire un événement majeur ; « il faut sauver l'honneur du pays ! » peut-on lire. Au long des quelques semaines d'entraînements acharnés qui précèdent le départ vers Hawaï, la pression médiatique ne cesse de se renforcer ; les difficultés de la course au large sont dramatisées et largement théâtralisées. Pourtant et contre toute attente, à Hawaï, c'est la surprise... L'une des équipes tahitiennes parvient à arracher la victoire ! Le retour est alors triomphal. C'est l'apothéose populaire et médiatique ; tant et si bien que le statut et l'image de la pirogue en ressortent totalement transfigurées.

Rapidement, acteurs politiques, instances territoriales et même nationales s'intéressent alors à l'évolution des représentations populaires de la pirogue, dont la pratique sportive s'avère être un point d'ancrage matériel majeur pour retisser une identité culturelle ma'ohi. À la même époque, la Polynésie française accède d'ailleurs à son premier statut d'autonomie et, selon une symbolique savamment orchestrée, la pirogue polynésienne est choisie comme emblème central officiel du tout nouveau drapeau du Territoire.

Une tradition est bientôt réinventée... Au travers de l'éclosion pléthorique d'événements sportifs, les « courses marathon » de haute mer s'affichent comme les plus chargées de symboles communautaires. Support de visées tantôt identitaires, électoralistes ou autonomistes, l'image fédératrice du sport pirogue s'affirme comme une puissante symbolique culturelle et donc comme enjeu d'influence et de pouvoir.

Il s'agit donc ici de décrypter les processus d'instrumentation d'une pratique physique emblématique en Polynésie et de ses usages politiques. Les articles de la presse écrite de Papeete (La Dépêche de Tahiti, Les Nouvelles) sont les principales sources utilisées pour cette étude. S'y ajouteront vraisemblablement les résultats des nombreuses entrevues utilisées pour notre thèse.

LES VERTES PROFONDEURS DES MIROIRS DU CRICKET TROBRIANDAIS. ANALYSE D'UN FILM ETHNOGRAPHIQUE

CLAUDE NOSAL
nosal.claude@gmail.com / professeur
d'anthropologie visuelle, laboratoire
« Communication, culture, art, société »
(CREM – EA 3476), université de Haute
Alsace

L'anthropologue Jerry Leach, travaillant dans les Îles Trobriand, y avait repéré un jeu rituel, apparenté au cricket anglais et dont il souhaitait rendre compte. Il avait conscience de l'impossibilité d'une description sans images. Soutenu par l'Office of Information du nouvel état de Papouasie-Nouvelle-Guinée et par un mouvement politique local impliqué dans l'histoire de ce jeu rituel, le Kabisawali Movement, Leach obtenait la collaboration du jeune réalisateur Gary Kildea : en 1974, ils filmaient Trobriand Cricket : An Ingenious Response to Colonialism (16mm, 53min, 1975). Il y a là une conjonction nouvelle, inscrivant dans un même projet filmique, un anthropologue, un cinéaste, un mouvement politique et une institution culturelle publique. Le parti pris de réalisation évite tout commentaire interprétatif. Des jeunes gens interrogent les anciens sur l'histoire de ce rituel : il fut inventé à partir du jeu britannique du cricket importé par les colons-missionnaires protestants, désireux d'inculquer à leurs catéchistes des éléments de la « vraie civilisation ». Les Trobriandais se sont peu à peu approprié le jeu, dans un mouvement de résistance à la culture colonialiste. C'est l'invention d'un rituel par une société dominée qui détourne l'ordre culturel imposé. C'est également un processus de transformation sociale, intégrant aux relations inter-claniques trobriandaises des éléments hétérogènes dont la modification permet un ajustement sans rupture à des conditions nouvelles.

L'impossibilité de régler les conflits par la guerre contrôlée, comme cela se faisait avant l'invasion coloniale, surmontée par la mise en scène de tous les partenaires qui s'affrontent désormais sur le terrain du cricket : les règles renouvelées du jeu ont pris un sens social et politique. L'intervention anthropologique de Leach permet de relier la manifestation à des significations et des situations antérieures dont on perçoit les changements signifiants tout en comprenant en quoi et comment elles se perpétuent.

La communication proposée est construite en deux parties. Une première partie, avec des extraits signifiants, décrypte ce film qui prend une dimension renouvelée par rapport aux entreprises ethnographiques habituelles les mieux achevées. C'est l'invention d'une véritable « leçon de choses civiques », à travers laquelle se perçoit la richesse potentielle de croisements interculturels dont le caractère, en l'occurrence initialement subi, est subverti par le travail de l'imaginaire social. La capacité imagétique de cette subversion civique par le cricket réinterprété nous amène, dans une seconde partie, à interroger le regard anthropologique que la caméra transforme en lui donnant une acuité et une naïveté souvent perdues par l'habitude et l'expérience qui font reconnaître, mais non plus découvrir. Souvent, les chercheurs parlent des constituants de la situation anthropologique, mais en oubliant, à force de le mentionner, l'instrument qui catalyse son établissement ou plutôt en n'évoquant que ses effets éventuels sur les « regardés ». Or, que se passe-t-il du point de vue du regardant ? Position paradoxale d'entrée et de retrait simultanément et dont l'exiguïté ressentie de l'œil oblige à fixer intensément et à laisser le corps réagi au son, au climat, au poids de la caméra, à l'incertitude d'un éclairage qui change, d'un nuage ou d'un arbre obscurcissant la vue quand ce n'est pas un obstacle quelconque qui fait trébucher. Le corps est entièrement présent à la situation, mais toutes ses sensibilités passent par l'étroit canal de ce viseur planté dans l'œil. Il y a une tension dont les effets sont concentrés pour l'essentiel dans cette faculté sensorielle de la vision, informée par tous les modes de connaissance préalable qui ont conduit à l'instant du filmage. Il y a, dans Trobriand Cricket, pour quelques fragiles instants, l'étonnante capacité significative et intégrative de danses rituelles

détournées. Il y a un entraînement de la caméra qui met son opérateur dans un état de tension, une sensibilité à l'événement qui est un sixième sens, celui de la rupture poétique transgressant la mesure photographique et enregistreuse de l'image pour retrouver ce qu'est fondamentalement l'émotion : « mouvement vers ». Cette vision compréhensive d'une histoire autonome et d'une inventivité dynamique, n'est pas simplement donnée par une conjonction entre la précision inspirée et participante des images et les relations opérées par des indications anthropologiques. Il y a ce qui motive le film, ce qui introduit la narration : l'interrogation des jeunes Trobriandais auprès de leurs anciens pour expliquer le jeu et ses avatars dans le contexte de leur histoire. La réappropriation des modèles européens révèle leur inadéquation et la capacité des sociétés locales à subvertir les modèles proposés par le travail de l'imaginaire social. Trobriand Cricket pose les bases d'une phénoménologie imagétique, faisant du questionnement et des modalités d'approche, donc de la démarche elle-même, ni procédure inventoriale ni dispositif de laboratoire, mais disposition empathique et approche asymptotique de l'Autre, une part essentiellement constitutive du processus de connaissance et d'identification des objets.

LES SPRINGBOKS COMME ENJEU POLITIQUE DANS L'AFRIQUE DU SUD POST-APARTHEID : NATION-BUILDING ET DISCRIMINATION POSITIVE

VINCENT DARRACO

vincentphd@yahoo.com / doctorant en science politique, Centre d'études d'Afrique noire (CEAN/UMR 5115), Université de Bordeaux IV

Les Springboks sont l'équipe nationale de rugby sud-africain. Emblème du nationalisme afrikaner pendant l'apartheid, ils sont depuis la transition démocratique des années 1990 devenu un enjeu politique majeur, dont s'est emparé l'African National Congress (ANC), le nouveau parti au pouvoir.

Quand il arrive au pouvoir en 1994, l'ANC a deux principaux challenges : tout d'abord stabiliser le pays et rassurer la population blanche ; ensuite, entreprendre de corriger les inégalités raciales socio-économiques héritées du régime de l'apartheid.

Les Springboks sont devenus un enjeu central de cette double-stratégie. Pendant ses premières années de gouvernement, l'ANC a instrumentalisé la victoire des Springboks à la Coupe du Monde de rugby de 1995 (qui s'est déroulée en Afrique du Sud) pour symboliquement mettre en scène la réconciliation nationale et la nouvelle Afrique du Sud non-raciale invincible. Par la suite, tout à ses politiques de correction des inégalités raciales et de représentativité raciale, le gouvernement ANC a exercé de multiples pressions sur la Fédération sud-africaine de Rugby (SARU) pour que l'équipe soit racialement représentative de la population sud-africaine, et a cherché à supprimer le nom et l'emblème « Springbok », encore identifiés au régime de l'apartheid.

LES ÉCHECS DE LA MANNESCHAFT, CES RASSURANTES DÉFAITES (1950-2006)

JEAN CHRISTOPHE MEYER

jeanchristophe.meyer@unistra.fr / professeur agrégé, doctorant en histoire contemporaine (cotutelle), Laboratoire « Frontières, acteurs et représentations de l'Europe » (FARE, JE), Université de Strasbourg / Albert-Ludwig-Universität Freiburg im Breisgau

Depuis 1960, la médiatisation galopante des « dramaturgies télévisuelles »¹ scandant le calendrier footballistique international, véhicula profusion de commentaires spontanés, émotionnels, cocardiers², rétrospectifs, mythifiants ou scientifiques visant non seulement à ancrer ces événements dans le paysage mémoriel du public, mais également à leur conférer une légitimité historique en les inscrivant dans la « grande histoire », celle des relations internationales³.

Entre toutes, les performances de l'équipe de RFA déclenchèrent souvent un débridement plus ou moins « contrôlé des émotions » de la part des commentateurs sportifs d'Allemagne ou d'ailleurs⁴. Ceux-ci contribuèrent notablement à ce que « pendant des années, la crainte du football allemand fut inextricablement liée à la crainte de l'Allemagne »⁵.

Si les victoires en tournoi de la Mannschaft, souvent acquises « de manière imméritée » aux yeux des adversaires malheureux, furent inévitablement associées avec les notions viciées de « combat », de « sacrifice » ou de « puissance », qu'en est-il de ses déroutes aux portes du triomphe ou loin du podium des vainqueurs⁶ ?

Une étude comparative des commentaires accessibles dans les archives TV ou radio, la presse sportive et généraliste des pays concernés par les rencontres emblématiques perdues par la Mannschaft, nous permettra d'examiner si, au-delà de certaines ambivalences persistantes, ceux-ci contribuèrent à apaiser le regard des Allemands et des autres sur ce « symbole puissant » d'une « nation évidente »⁷.

Paragraphe rajouté après demande du comité : Concernant mes sources, ce sont principalement les quotidiens de référence ainsi que les quotidiens et revues spécialisés qui retiendront mon attention. Ne disposant d'un outil comparable aux archives TV de l'INA pour les autres pays, je retranscris les documents authentiques disponibles sur Internet (comme le commentaire BBC de la finale de la coupe du monde 1966). Ce qui motive également ce choix, ce sont les propos de plusieurs personnes interrogées dans le cadre de mes recherches de thèse comme le chef du service médias/presse du DFB qui m'a confirmé qu'à ce jour c'est bien Bild (Bild am Sonntag et Sport-Bild) et Kicker qui restent à ses yeux les médias de référence pour la production d'identité collective dans le champ du football. Je vous enverrai la liste complète des sources retenues d'ici deux semaines, car je dois élarguer mon propos pour l'adapter à la longueur prescrite.

¹ Cf. Gebauer, Günter, *Le nouveau nationalisme sportif*, in Actes de la Recherche en Sciences Sociales n° 103, juin 1994, pp. 104-107. Bourdieu, Pierre, *Les Jeux olympiques. Programme pour une analyse*, in Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 103, juin 1994, p. 102-103.

² Cf. Wahl, Alfred, *Fussball und Nation in Frankreich und Deutschland*, in François Étienne, Siegrist Hannes et Vogel Jakob (Hrsg.), *Nation et Emotion, Deutschland und Frankreich im Vergleich 19. und 20. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1995, p. 342-352.

³ Les nombreuses sollicitations émanant de la presse généraliste « sérieuse » et des chaînes d'information dont font l'objet des universitaires tels Pascal Boniface ou Günter Gebauer à l'occasion des événements footballistiques majeurs s'inscrivent dans ce cadre.

⁴ Selon l'expression de Elias, Norbert, Dunning, Eric, *Quest for excitement. Sport and leisure in the civilizing process*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, p.44.

⁵ Kuper, Simon, *Splendeurs et misères de la Mannschaft*, Le Temps, n°2583, Éclairages, 8 juin 2006. (Traduction : Pilar Salgado © Financial Times, paru le 27 mai 2006) parmi beaucoup d'autres, on consultera également : Akolovitch, Claude, Il était trois fois la Mannschaft, *Le Nouvel Observateur*, no. 2169_2, 1er juin 2006.

⁶ On oublie très souvent que l'Allemagne a perdu davantage de finales de Coupe du monde qu'elle n'en a gagné.

⁷ Cf. Sonntag, Albrecht, *Les identités du football européen*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2008, plus particulièrement chap. 2 et 5.

DE QUELQUES RÉFLEXIONS AUTOUR DES NATIONALISMES SPORTIFS

GRÉGORY QUIN

gregory.quin@unil.ch / assistant-diplômé, doctorant en sciences du sport/histoire de l'éducation, Institut des sciences du sport de l'Université de Lausanne (ISSUL), Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS) de l'Université de Lausanne (Suisse) et de l'Université Paris Descartes (France)

THOMAS RIOT

triot@unistra.fr / attaché temporaire d'enseignement et de recherche, doctorant en STAPS, Équipe d'accueil en sciences sociales du sport (EA 1342) et Groupe de recherche « Anthropologie des représentations du corps » (GDR CNRS 2322), Université de Strasbourg

Dans un ouvrage devenu célèbre, Benedict Anderson proposait le concept d'imaginaire national comme outil de lecture de la naissance et de l'essor des nationalismes. Depuis, de nombreux travaux ont montré le rôle que pouvait tenir le sport dans la cristallisation des identités nationales⁸. Nous nous focaliserons ici sur deux configurations : la Suisse des années 1930, le Rwanda des années 1990-2000. Deux terrains autour desquels de grands événements footballistiques posent la question de l'existence d'un nationalisme sportif. Deux conjonctures éloignées dans le temps et l'espace, et qui présentent pourtant quelques similitudes : caractère réduit du territoire national ; fractionnement ethnique de la population ; importance du football dans l'espace national des sports ; menaces sur la cohésion nationale. À soixante-dix années d'écart, les compétitions internationales dans lesquelles se sont investies la Suisse et le Rwanda posent deux interrogations : ces événements reflètent-ils vraiment l'idéalisation de nations homogènes, réunie autour des mêmes symboles sportifs et nationaux ? Dans quelle mesure favorisent-ils l'exacerbation de nationalismes dirigés contre des adversaires sportifs et/ou politiques ? Nous posons l'hypothèse que ces événements peuvent tout autant favoriser l'exacerbation du nationalisme que l'érosion de la symbolique sportive nationale.

Pour explorer ces configurations, nous avons compulsé de manière méthodique différents titres des presses helvétiques et rwandaises. Pour la Suisse, nous avons ainsi analysé l'ensemble des articles, issus des principaux titres des presses romandes et alémaniques, relatifs aux rencontres entre les équipes de Suisse et d'Allemagne de 1920 à 1942⁹. Pour le Rwanda, après avoir récolté quelques données concernant le développement du football avant le génocide¹⁰, nous avons réuni l'ensemble des articles et interviews de presse disponibles, et relatifs à la participation du pays à la Coupe d'Afrique des Nations de 2004.

En juin 1938, lors de la troisième Coupe du monde de football, le match d'ouverture oppose l'équipe du Troisième Reich et l'équipe de Suisse. La Suisse l'emporte, et cette victoire est présentée comme l'exacerbation par le jeu de l'ensemble des représentations du national que les chroniqueurs ont accumulés : « l'évènement dépasse largement le cadre du sport. Il est national ». En 2004, le Rwanda participe à la Coupe d'Afrique des Nations. Et alors que le pays commémore le génocide de 1994, les discours rwandais sur la CAN manifestent d'abord le désir d'exalter une nouvelle cohésion nationale : « Le football est, en tout cas dans mon pays, un lien d'union et de réconciliation nationale. » Ainsi, ces deux terrains nous permettront de poursuivre la démarche proposée par Benedict Anderson, dans le but de « rendre compte de l'essor pléthorique extraordinairement rapide [d'un] style d'imagination national, [et] de l'extraordinaire attachement qu'éprouvent les hommes pour les objets de leur imagination »¹¹.

⁹F. Brändle, C. Koller (2002). Gooal!!! Kultur- und Sozialgeschichte des modernen Fussballs, Orell Füssli, Zurich ; P. Alegi (2004). Laduma! Soccer, Politics and Society in South Africa, University of KwaZulu-Natal Press.

¹⁰G. Quin (2008). « Football et « Imaginaire national » helvétique (1920 - 1942). Les matchs Suisse-Allemagne au cours de l'entre-deux-guerres, vus par la presse suisse romande », Revue Historique Vaudoise n°116, pp. 149-160.

¹¹L. Melvern (2004). Conspiracy to Murder: The Rwanda Genocide and the International Community, Verso, London ; J-P. Chrétien (dir.) (1995). Rwanda. Les médias du génocide, Karthala, Paris ; T. Riot (2008). Football et mobilisations identitaires au Rwanda: ethnohistoire d'une invention coloniale, Sciences sociales et sport n°1, pp. 147-164.

¹²B. Anderson (1996). L'imaginaire national, La Découverte, Paris, p. 9.



ENJEUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

MODÉRATEUR

Gérard Mauger (DR en sociologie, chercheur au CSE - Paris)

JEAN-FRANÇOIS POLO

Les enjeux politiques du sport en Turquie : un passeport pour l'Europe ?

BERTRAND BLANCHARD

La Coupe Gordon Bennett, Clermont-Ferrand, 1905. Enjeux politiques, économiques, médiatiques et sportifs.

PASCAL CHARITAS

Des Jeux de l'Union française aux Jeux de la Communauté franco-africaine : enjeux symboliques et instrumentalisation politique (1944-1960).

JEAN-GABRIEL CONTAMIN ET OLIVIER LE NOË

L'évènement sportif comme opportunité : contingence et réversibilité des usages politiques du Mondial de 1978 en Argentine.

LES ENJEUX POLITIQUES DU SPORT EN TURQUIE : UN PASSEPORT POUR L'EUROPE ?

JEAN-FRANÇOIS POLO

jean-francois.polo@sciencespo-rennes.fr
Maître de conférences de science politique (Directeur des Relations Internationales de l'IEP de Rennes), Centre de recherches sur l'action politique en Europe (GRAPE – UMR 6051), Institut d'études politiques de Rennes

Depuis une vingtaine d'années, la Turquie a multiplié l'organisation de rencontres sportives internationales : championnats du monde de natation en 2000, championnat d'Europe de Basket-ball en 2001 ; candidate malheureuse à l'organisation des Jeux Olympiques depuis 1992, elle organisera le championnat du monde d'escrime en 2009 et de Basket-ball en 2010. Istanbul a également accueilli la finale de la champions League en 2005 et de la coupe UEFA en 2009. Enfin depuis 2003, la Turquie organise une épreuve de championnat du monde des Rallyes et depuis 2005 un Grand Prix de Formule 1.

L'organisation d'évènement sportifs à des fins politiques est une problématique classique ayant donné lieu à de nombreuses études mettant en avant la recherche d'une respectabilité et d'une reconnaissance internationale pour le pays hôte. Mais le cas de la Turquie donne davantage à voir que la simple promotion d'un pays sur la scène internationale. Révélatrice de la relation complexe et douloureuse de ce pays

à son identité et à l'Europe, la multiplication de grands événements sportifs doit être replacée dans une perspective historique et politique spécifique : celle de la relation de ce pays à l'Occident. Alliée fidèle des États-Unis, membre de l'OTAN depuis 1952, candidate à l'Union européenne depuis 1987, la Turquie continue de revendiquer son ancrage à l'Ouest, poursuivant par-là l'œuvre de son fondateur Atatürk. Si les négociations pour l'adhésion ont bien débuté en 2005, un certain nombre de pays membres de l'UE s'y opposent, remettant en cause la légitimité de cette candidature. Continuellement assignée à produire les preuves de son «européanité», l'organisation de manifestations sportives internationales apparaît donc comme un moyen pour la Turquie et pour ses élites politiques et sportives, de faire la démonstration de sa modernité, de sa capacité organisatrice et finalement de la légitimité de sa candidature à l'UE. Mais les réticences européennes nourrissent un ressentiment turc, particulièrement visible dans les arènes sportives où le nationalisme est latent. Comment les responsables sportifs et politiques gèrent-ils cette tension entre l'incantation européenne et l'expression d'un nationalisme débridé souvent dénoncé par la presse occidentale lors de rencontres sportives entre équipes turques et européennes ? Cette communication s'appuie sur une double réflexion menée depuis plusieurs années d'une part sur les rapports entre sport et politique et d'autre part sur les relations de la Turquie à l'Europe. Elle repose sur une démarche sociologique, à partir d'entretiens déjà réalisés ou à venir avec des acteurs de la scène sportive turque (responsables de fédérations ou d'événements sportifs, membres du Comité Olympique Turc, associations de supporters, etc.) et des responsables politiques et administratifs.

LA COUPE GORDON BENNETT, CLERMONT-FERRAND, 1905. ENJEUX POLITIQUES, ÉCONOMIQUES, MÉDIATIQUES ET SPORTIFS.

BERTRAND BLANCHARD
bertrand.blanchard63@laposte.net
Docteur en histoire, Université Blaise Pascal, Clermont II, Centre d'Histoire «Espaces et Cultures» (C.H.E.C.)

Désireux d'encourager l'industrie automobile, James Gordon Bennett Junior, propriétaire du quotidien américain New York Herald, prend l'initiative, en novembre 1899, de créer un prix international destiné à être disputé par les divers clubs automobiles du monde entier : la Coupe Gordon Bennett. Courue pour la première fois en 1900 entre Paris et Lyon, la course rencontre, dès l'année 1904 en Allemagne, un immense succès international. Avec sept nationalités représentées – l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse – et un public venu en nombre, cette compétition se présente alors comme un événement à la fois sportif, politique, économique et mondain. La victoire remportée par Léon Théry donne à la France l'honneur d'organiser l'édition suivante. Grâce aux efforts combinés de l'Automobile Club d'Auvergne, de l'entreprise Michelin et de la Municipalité de Clermont-Ferrand, la cité auvergnate est finalement désignée pour accueillir la célèbre course automobile.

L'un des objectifs de cette communication sera de comprendre comment et pourquoi cette compétition sportive s'est imposée comme l'un des événements sportifs les plus prestigieux et les plus en vue du début du XXe siècle devenant, par là-même, un terrain de luttes politiques, diplomatiques et médiatiques sans précédent. J'accorderai une importance toute particulière aux enjeux économiques et publicitaires suscités par cet événement sportif et, par conséquent, aux investissements réalisés par les différents industriels et annonceurs présents sur le circuit. Les notions de concurrence sportive et industrielle, de «sponsoring», de stratégie de communication, de «récupération» de l'événement, de nationalisme sportif seront autant de points à appréhender et à analyser. Le rôle nouveau joué par les médias et les outils médiatiques dans la spectacularisation du phé-

nomène sportif et l'exacerbation des passions sportives, nationalistes ou économiques sera également au centre de cette communication.

Pour cela je m'appuierai prioritairement sur un ensemble original de documents d'archives composé de photographies d'époque, de photographies d'objets publicitaires et promotionnels, de cartes postales, d'affiches, de tracts et de dessins satiriques mis à ma disposition par l'Automobile Club d'Auvergne et par son Directeur, M. Patrice Besqueut. Je mettrai également à contribution un certain nombre de données administratives produites par les institutions et organismes publics (procès verbaux du Conseil Municipal de Clermont-Ferrand, arrêtés préfectoraux, correspondance, rapports de police...). Enfin, la presse généraliste et spécialisée, locale et nationale viendra compléter mon corpus.

DES JEUX DE L'UNION FRANÇAISE AUX JEUX DE LA COMMUNAUTÉ FRANCO-AFRICAINE : ENJEUX SYMBOLIQUES ET INSTRUMENTALISATION POLITIQUE (1944-1960)

PASCAL CHARITAS
pascal.charitas@u-psud.fr / attaché temporaire d'enseignement et de recherche, docteur en STAPS, Laboratoire Sports, politique et transformations sociales (SPOTS – JE2496), Université Paris-Sud XI

Cette communication se propose d'aborder le non-événement sportif des Jeux de l'Union Française en partant de la Conférence de Brazzaville (1944), jusqu'aux débuts de la Vème République avec la Constitution du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports français (HCJS, 1958) et la proposition de loi par le Sénat qui entérine les Jeux de la Communauté (1960). Notre intervention s'interroge sur comment l'idée de Jeux de l'Union Française a émergé et perduré puis s'est transformé au fil du contexte historique pour donner lieu aux Jeux de la Communauté franco-africaine. Dans ce but, notre analyse fait appel à un corpus original qui est celui des notes, minutes et rapports des sessions parlementaires de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée Nationale de l'Union Française ainsi que du Sénat. L'étude de ces discours et la mise en perspective biographique des acteurs est mise à l'épreuve des

archives coloniales recueillies au Centre des Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence ainsi que celles du Ministère des Affaires Étrangères. L'intérêt de ces Jeux de l'Union Française bien que n'ayant jamais eu de concrétisation sportive est d'étudier les productions discursives du politique (Foucault, 2004). La généalogie de cet non-événement sportif permet donc de mettre en évidence à la fois l'apparente ambivalence d'une utilisation du sport par l'impérialisme occidental (Guttman, 1994, Houllihan, 1994, Mangan, 1998, Gems 2006) et par les élites évoluées ainsi que des transformations du développement colonial en cours entre la métropole et ses colonies (Mbengalack, 1993, Deville-Danthu, 1995, Gouda, 1997) participant en cela de la gestion du modèle occidental (Bouchet, Kaach, 2004) et de sa fracture coloniale (Blanchard, Bancel, Lemaire, 2005). En effet, le régime de Vichy avait déjà compris l'utilisation du sport comme ciment de l'unité nationale lors de la Quinzaine Impériale de 1942. À la Libération, cette idée d'utiliser des jeux sportifs participe cette fois de la construction de l'Union Française. La première initiative portée par le Comité Félix Eboué, ancien gouverneur du Tchad, illustre un intérêt des évolués pour l'organisation de compétitions sportives sur le modèle des Jeux du Commonwealth. Alors que cette manifestation est annulée un groupe de parlementaires composé de métropolitains et d'évolués propose la création de Jeux préolympiques de l'Union Française. Cependant, dans le contexte post-Seconde Guerre Mondiale, de la guerre froide et des revendications anticoloniales émergentes, cet enjeu est réévalué sous de nouvelles perspectives à partir de 1952. À ce titre, l'appellation olympique interpelle le mouvement olympique dans cette entreprise de Jeux régionaux et cette proposition est sans cesse repoussée dans les décisions des parlementaires de 1952 à 1957. C'est avec la Vème République et la formation du HCJS que l'exposé des motifs entre 1958 et 1959 permet de comprendre le regain d'intérêt pour des Jeux franco-africains afin d'accompagner le mouvement des indépendances coloniales africaines. Le développement du sport africain et son entrée sur la scène internationale participeraient alors de la politique d'influence française d'inspiration gaullienne avec l'organisation des Jeux de la Communauté (1960) sur les cendres des Jeux de l'Union Française.

L'ÉVÈNEMENT SPORTIF COMME OPPORTUNITÉ : CONTINGENCE ET RÉVERSIBILITÉ DES USAGES POLITIQUES DU MONDIAL DE 1978 EN ARGENTINE

JEAN-GABRIEL CONTAMIN

igcontamin@noos.fr / professeur de science politique, Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS/UMR 8026), Université de Lille 2

OLIVIER LE NOÉ

olivier.lenoe@9online.fr / maître de conférences en STAPS, docteur en science politique, Centre d'études et de recherches sur le sport et le mouvement (CeRSEM/EA 2931), Université de Paris Ouest-Nanterre

«A certains égards, [la Coupe du Monde de football] est plus importante que les Jeux Olympiques car la concurrence joue non pas entre des individus, mais entre des équipes nationales. C'est pourquoi les amateurs de football en viennent à l'envisager d'un point de vue ultra nationaliste. Ils jugent le comportement de 'leur' équipe et la manière dont le pays-hôte la traite, non seulement en termes sportifs mais en termes quasi politiques. Les risques et aussi les opportunités d'une telle perspective sont évidents» (Extrait du rapport commandé par le régime argentin de Jorge Videla à l'agence de communication Burston-Marsteller sur l'image de l'Argentine, 1976).

En mars 1976, un groupe de militaires argentins, dirigé par le général Videla, renverse le régime moribond d'Isabel Peron et se constitue en junta de gouvernement. Cette junta se lance alors dans une entreprise de 'réorganisation nationale' qui se traduit par l'emploi de tous les moyens répressifs possibles (enlèvements, assassinats, tortures) à l'égard de l'opposition : un terrorisme d'État. L'organisation de la Coupe du Monde de football en 1978 dont hérite le nouveau régime en parvenant au pouvoir apparaît dès lors pour lui comme une occasion inespérée de redorer son blason et de souder la Nation autour de lui.

On visera néanmoins à montrer dans cette contribution comment cette 'opportunité' s'est pour partie retournée contre ceux qui pensaient s'en saisir, comment elle a pu à l'inverse être investie par certains des opposants au régime argentin qui en ont fait l'occasion du lancement d'une vaste campagne de boycott à l'égard dudit régime. En analysant le mouvement de protestation qui se développe alors dans une partie de l'Europe, et tout particulièrement en France, à partir de dépouillement d'archives, de dépouillement de presse et d'entretiens menés auprès des principaux protagonistes de cet épisode, on tentera de comprendre comment et pourquoi, au prix d'un travail de mobilisation varié, un grand nombre d'acteurs, venus d'univers relativement distincts, ont pu se saisir de cet événement sportif pour en faire le support d'une réappropriation politique, comment et pourquoi, en retour, d'autres acteurs qu'on aurait pu penser tout aussi concernés – les partis de gauche par exemple – se sont plutôt retirés du jeu.

Au-delà, il s'agit dès lors de réinterroger les modèles de la structure des opportunités politiques et des fenêtres politiques, en soulignant en quoi un événement sportif peut être lui-même une source d'opportunité, mais aussi en quoi cette 'opportunité' ne prend sens et forme que du fait de l'action de ceux qui s'en saisissent au gré des micro-espaces de mobilisation dans lesquels ils évoluent – l'espace syndical, l'espace politique ou l'espace sportif, par exemple. De la sorte, un même événement sportif peut être lu de manière réversible selon le moment ou l'acteur concerné, en fonction notamment des incertitudes liées à la participation ou à la défection des uns ou des autres : il sera une opportunité qui s'ouvre pour les uns, une opportunité qui se ferme pour les autres. C'est ainsi qu'on pourra par exemple rendre compte des refus du PCF ou de la CGT, des attermoissements du PS, ou des trajectoires divergentes des principaux acteurs, 'argentins', 'sportifs' ou 'syndicaux', de la mobilisation.



LES USAGES POLITIQUES DU SPORT PAR LES ACTEURS LOCAUX

MODÉRATEUR

André Gounot (MCF HDR en STAPS, Université de Strasbourg)

JÉRÔME BEAUCEZ

Les combats de boxe ordinaires : une infra-politique des subalternes ?

NICOLAS BUÉ

La politisation du parcours du club de Calais en coupe de France de football (2000) : opportunités et contraintes politiques.

ANTOINE MANDRET-DEGEILH

Un événement dans l'événement : la remise de récompenses sportives par les autorités politiques locales.

VALÉRIE MORALES ET WILLIAM GASPARINI

Les États généraux du sport de Strasbourg : construction et réception d'un événement politique.

LES COMBATS DE BOXE ORDINAIRES : UNE INFRA-POLITIQUE DES SUBALTERNES ?

JÉRÔME BEAUCEZ

jerome.beaucez@wanadoo.fr / Maître de conférences en STAPS, docteur en sociologie, Laboratoire Mondes et dynamiques des sociétés (Modys, UMR 5264), Université Jean Monnet de Saint-Etienne

Cette communication propose une ethnologie des combats de boxe ordinaires. Du point de vue de la méthode, elle s'appuie sur quatre années d'ethnographie d'un groupe de boxeurs (1999-2002) pendant lesquelles l'auteur a lui-même acquis une expérience du ring et observé plus de cinq cents combats disputés entre France, Allemagne et Luxembourg. Quant à l'objet, il consiste à analyser les scènes comme les coulisses des affrontements en termes d'espaces où se joue, pour reprendre l'expression de l'anthropologue James Scott (Yale, 1992 [2008]), une véritable « infra-politique des subalternes ».

Disputés et organisés par des acteurs issus des groupes sociaux les plus dominés, les « galas » de boxe ordinaires engagent en effet un réseau de participants qui excède de beaucoup les seuls boxeurs. Enjeux de luttes symboliques entre les groupes qu'ils représentent – telle « communauté », tel quartier, tel club – leurs victoires et leurs défaites constituent, comme le montrera cette communication, autant de signes infra-politiques d'une force des sans-pouvoir. Les résultats obtenus par les boxeurs sur les rings échappent ainsi partiellement au

«texte public» (Scott, 2008 : 16) qu'inscrivent les impacts de leurs poings sur les corps. Pour comprendre comment se décide l'issue des combats, ainsi que la portée infra-politique de leurs résultats, il faut alors en saisir le «texte caché» (Scott, 2008 : 19), où se donnent à lire les stratégies des organisateurs de rencontres, des managers et de tous les petits officiels qui constituent le «monde social» (Strauss, 1992) de la boxe ordinaire.

Organiser un gala, lorsqu'on est à la tête d'un club, d'un comité départemental ou régional de boxe, c'est en effet constituer l'indispensable scène sur laquelle viendra se découper la possibilité d'un réseau de relations sociales. Depuis les sponsors que l'on trouve parmi les commerçants et les petits entrepreneurs locaux, jusqu'aux juges-arbitres qu'il faut recevoir et aux cadres de réunion que l'on se doit de fidéliser, c'est tout le réseau local d'une sorte d'aristocratie ouvrière intéressée aux combats de boxe qu'un bon organisateur de gala devra mobiliser. Par lui passeront divers ordres de pouvoirs spécifiques au monde de la boxe ordinaire. Des pouvoirs matériels et symboliques qui permettront aux organisateurs, ainsi érigés en notables des espaces populaires, de se concilier les faveurs de tel juge-arbitre, voire de tel speaker ou journaliste sportif localement connu et reconnu. Des pouvoirs, aussi, comme celui de négocier auprès des managers les meilleurs adversaires pour ses pugilistes : c'est-à-dire les moins dangereux, parce qu'a priori moins bons, ou moins soutenus que le champion local. Si ce dernier représente l'accomplissement de sa société, il est par là même investi de toutes les attentes du réseau qui l'a produit. Il conviendra donc, autant que faire se peut, de réduire l'incertitude quant aux résultats de ses combats. Ceux-ci apparaissent dès lors comme autant d'espaces politiques métaphoriques ; non pas une politique officielle d'encadrement du type de celles qu'analysent traditionnellement les sciences sociales, mais une infra-politique : c'est-à-dire une politique du «caché» qui, comme le montre précisément l'actualité de l'anthropologie politique (voir notamment Abélès, 2008 et Appadurai, 2009), œuvre sous la première, l'officielle, et marque la résistance ainsi que les pouvoirs des acteurs placés dans le monde social en position de dominés.

LA POLITISATION DU PARCOURS DU CLUB DE CALAIS EN COUPE DE FRANCE DE FOOTBALL (2000) : OPPORTUNITÉS ET CONTRAINTES POLITIQUES

NICOLAS BUÉ
nicolas.bue@unice.fr / Maître de conférences en science politique, docteur en science politique, Équipe de recherche sur les mutations de l'Europe et de ses sociétés (ERMES - EA 1198), Université de Nice – Sophia Antipolis

Si l'assertion selon laquelle les résultats sportifs auraient un effet positif sur la popularité des dirigeants politiques est courante, les analyses sociologiques empiriquement fondées d'un tel lien sont plus rares.

Cette de ce questionnement que part cette proposition. Plus précisément, nous analyserons les interactions entre un événement sportif particulier, sa couverture médiatique et leur influence sur les conditions et les normes sociales enserrant le jeu politique. Nous y défendrons notamment l'hypothèse que le cadrage médiatique d'un événement sportif peut, conditionnellement, se traduire en un cadrage du jeu politique et favoriser les élus les plus à même d'être associés à l'événement en raison de leur propriétés sociales.

Le cas étudié est le parcours de l'équipe de football amateur de Calais (le CRUFC) lors de la coupe de France 2000. Alors que le club vient de se qualifier pour les demi-finales, le maire PCF de la ville, en place depuis 29 ans, démissionne subitement. Cette démission est perçue par les socialistes locaux, en position minoritaire derrière le PCF dans la coalition municipale, comme une opportunité de sortir d'une union vécue comme un carcan. Dans le contexte de la coupe de France, cette tentative est immédiatement contestée par les médias et l'opinion publique locale au point d'avorter.

¹² Inl, Olivier. Le Mérite et la République. Paris: Gallimard, 2007, p. 325.

¹³ Cf. Bourdieu, Pierre. Les rites comme actes d'institution, Actes de la recherche en sciences sociales, n° 43, juin 1982, p. 58-63.

¹⁴ 4F197, archives communales de Bobigny.

Le comprendre convient nécessairement d'inscrire cette péripétie politique dans le contexte sportif et de relier ce dernier aux caractéristiques personnelles du nouveau maire (J. Hénin). Alors que le sentiment d'exclusion des Calaisiens est fort, le parcours du club est en effet mis en récit sur le mode de la fable moralisatrice, dépassant le seul cadre sportif. Les supporters scandent le «tous ensemble» des mouvements sociaux, et les médias vantent les mérites des joueurs, «sans grade» devenus «héros», qui, armés de leur seule solidarité, renversent les hiérarchies. Sont ainsi activés le mythe des petits contre les gros et toute une symbolique favorisant l'union de la gauche. Le club devient le symbole d'une revanche sociale dont la réussite tient à son unité. Dès lors, la désunion (celle des socialistes notamment) n'est plus admise, argument que les communistes, soutenus par l'opinion représentée dans les médias, mobilisent à dessein. Parallèlement, les propriétés sociales (adjoint aux sports, ancien rugbyman) et physiques (apparence, habillement) du nouveau maire, associées à son supporterisme indéfectible, pendant mais aussi avant la coupe de France (quand le club végétait dans les tréfonds des classements amateurs), lui permettent de s'imputer en partie la réussite du club, d'apparaître comme l'incarnation politique de l'événement et de rallier des soutiens inédits : alors que les forces vives locales veulent profiter de la médiatisation exceptionnelle dont jouit alors cette ville défavorisée économiquement et socialement pour impulser une dynamique économique, J. Hénin se voit ériger en symbole et en leader politique de ce renouveau.

Présentation des données utilisées :

- plusieurs centaines d'articles de la presse locale, régionale, nationale et sportive, des publications municipales et des sources audiovisuelles consacrées à l'événement
- une quinzaine d'entretiens avec les principaux responsables politiques locaux, des journalistes locaux et des responsables du club de football
- l'observation de l'événement et des manifestations connexes.

UN ÉVÉNEMENT DANS L'ÉVÉNEMENT : LA REMISE DE RÉCOMPENSES SPORTIVES PAR LES AUTORITÉS POLITIQUES LOCALES

ANTOINE MANDRET-DEGELH
antoine.mandret@sciences-po.org / doctorant en science politique, Centre d'études européennes, Sciences Po Paris

Les événements sportifs publics, professionnels ou amateurs, ne sauraient se résumer à la seule activité sportive qui les constitue : tout aussi importante, «la remise des récompenses est une conclusion fondamentale des activités sportives»¹². Si cette remise prend diverses formes cérémoniales (et participe de la spectacularisation des événements sportifs), elle n'en revêt pas moins les traits d'un «rite d'institution»¹³ à part entière.

C'est ce moment, quand il est célébré par des autorités politiques locales, que nous nous proposons ici d'étudier tout au long de la seconde moitié du 20ème siècle, à partir du cas de la commune de Bobigny.

Notre recherche s'articulera autour de deux axes : d'une part, l'étude des pratiques rituelles de remise de récompenses sportives, de leur politisation et de leur médiatisation et, d'autre part, l'étude des représentations sociales sur lesquelles s'appuient ces pratiques, en particulier l'étude des figures de l'exemplarité (politico-)morale au cœur de tout rite d'institution. Il s'agira ainsi d'étudier, en tenant compte des contextes temporels, la remise de récompenses comme un cas d'instrumentalisation du spectacle sportif par les acteurs politiques locaux et d'apprécier les fonctions plus ou moins manifestes qu'elle remplit. Il s'agira également d'observer, toujours en fonction des époques, l'évolution de la politisation des discours relatifs à ces remises et en particulier l'évolution de la figure des «sportifs les plus méritants» qui les structure¹⁴.

¹² Inl, Olivier. Le Mérite et la République. Paris: Gallimard, 2007, p. 325.

¹³ Cf. Bourdieu, Pierre. Les rites comme actes d'institution, Actes de la recherche en sciences sociales, n° 43, juin 1982, p. 58-63.

¹⁴ 4F197, archives communales de Bobigny.

Nous formulons notamment l'hypothèse selon laquelle un changement intervient autour des années 1980 : les autorités politiques semblent se retirer de l'organisation voire de la célébration des remises de récompenses sportives, les confiant plus fréquemment à la société civile locale, tandis que le sportif, comme figure dominante de l'exemplarité politico-morale locale dans les décennies d'après-guerre (aux côtés de la mère de famille et du vieillard), se voit concurrencé par de nouvelles figures d'exemplarité.

Pour mener à bien ces recherches qui s'inscrivent dans une démarche de sociologie historique du politique¹⁵, la méthode de l'enquête ethnographique est privilégiée¹⁶.

Notre dispositif méthodologique comprend en particulier, outre la conduite d'observations ethnographiques et d'entretiens avec les acteurs concernés, la consultation des archives communales de Bobigny (délibérations des séances du conseil municipal, photographies, budgets communaux, placards, publications municipales, par exemple), des archives départementales de Seine-Saint-Denis, des documents non-archivés des services municipaux concernés ainsi que des archives privées.

¹⁵ Cf. Joana, Jean. La sociologie historique face au local In CURAPP. Les méthodes au concret. Paris : PUF, 2000, p. 299-319.

¹⁶ Cf. Beaud, Stéphane, Weber, Florence. Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques. Paris : La Découverte, 1997.

LES « ÉTATS GÉNÉRAUX DU SPORT DE STRASBOURG » : CONSTRUCTION ET RÉCEPTION D'UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE

VALÉRIE MORALES

valerie.morales67@gmail.com / allocataire de recherche, doctorante en STAPS, Équipe de recherche en sciences sociales du sport (EA 1342), Université de Strasbourg

WILLIAM GASPARDINI

gasparini@unistra.fr / professeur en STAPS (HDR en sociologie), directeur de l'Équipe de recherche en sciences sociales du sport (EA 1342), Université de Strasbourg

Dans le domaine du sport local, nous assistons depuis quelques années à des expériences de débat participatif dont l'objectif affiché est de prendre en compte la demande des habitants afin d'élaborer un projet sportif municipal ou intercommunal. Cette rhétorique de la démocratie enfin retrouvée grâce à un rapprochement à la fois spatial, géographique et affectif avec les habitants d'un territoire local connaît aujourd'hui une fortune sans précédent et se décline dans les différents domaines de compétence des collectivités territoriales. On assiste ainsi à la mise en place d'une « démocratie locale à la carte » qui entend « rénover » une démocratie représentative qui serait en crise. Afin d'attirer et de se concilier des populations traditionnellement à l'écart du débat politique, des élus locaux tentent depuis quelques années d'accroître leur crédit politique par de nouveaux procédés de marketing, en proposant des formes inédites d'échange : conseils consultatifs thématiques, conseils municipaux des enfants, conseils de quartier, forum, assises locales du social, de la culture ou du sport.

Nous inspirant des travaux des sociologues et politistes sur la démocratie participative (Blondiaux, Marcoux, Rangeon, 1999 ; Defai, 2001 ; Koebel, 2006 ; Neveu, 1999 ; Perrineau, 1994 ; Sintomer, 1999), nous proposons dans cette communication de mettre l'accent sur la construction politique d'un événement local qui s'appuie sur le sport comme outil de démocratie participative.

La victoire des socialistes aux dernières élections municipales de Strasbourg en mars 2008 s'est traduite par une volonté d'afficher rapidement une nouvelle gestion de l'action publique locale, plus proche des citoyens. En organisant dès la fin de l'année 2008 les États Généraux du Sport (EGS) dans un contexte de communication politique autour de la démocratie participative, le but affiché est d'amener le plus grand nombre de strasbourgeois à participer directement à l'élaboration du projet sportif pour la ville.

Présentées comme des vecteurs de médiation entre la municipalité et les habitants, les États Généraux du Sport ont été en réalité construits comme un événement à fort rendement politique et symbolique pour les acteurs municipaux du sport (élus et fonctionnaires) à la recherche de légitimité.

En modifiant pour un temps la configuration des possibles ces États Généraux du Sport s'ancrent davantage dans l'événement que dans une manifestation spectaculaire. En rompant avec les banalités structurelles, cette démarche organise une mise en perspective du besoin de réactualiser la politique sportive¹⁷.

¹⁷ Deleuze (Gilles), 1969, Logique du sens, éd. de Minuit ; Bensa (Alban) et Fassin (Eric), mars 2002, « Les sciences sociales face à l'événement » in Revue Terrain n°38.

La structure générale de l'événement démontre une mise en spectacle en trois temps. Tout d'abord, le diagnostic de la demande sportive (administration de 1 400 questionnaires et 40 entretiens répartis géographiquement) et la campagne publicitaire (11 000 flyers, affichage de pancartes 120x175 dans la ville) visent à toucher le « grand public ». Le second temps s'est concentré autour de 4 conférences publiques et thématiques. Annoncées ouvertes sur les quartiers, et malgré les 1 500 invitations envoyées aux acteurs du sport local, ces rencontres se sont finalement révélées relativement élitistes car peu de strasbourgeois y ont participé. Enfin, la réunion finale de synthèse a été conçue comme le « clou du spectacle » ou le « bouquet final », en présence du maire, de ses très nombreux adjoints et des représentants du monde sportif local.

Cependant, malgré une louable volonté d'innover dans la prise en compte de la demande des citoyens, l'accueil du public dans les salles s'est réalisé de façon relativement traditionnelle, en séparant l'espace scénique des « grands témoins » et « le public » regroupé en vis-à-vis. Malgré des prises de parole (notamment par les dirigeants du sport local), la réception de l'événement par le public a ainsi été ponctuée de quelques frustrations (distribution des temps de parole, thématiques choisies, concrétisation des idées, etc.). Toutefois, l'événement semble avoir marqué les participants qui reconnaissent sa « bonne » organisation. La campagne de communication orchestrée par une agence de communication a aussi contribué à renforcer l'identité des EGS tandis que la caution scientifique des experts a permis une légitimité perçue positivement. Au final, cet événement politique et sportif original a joué sur de nombreux registres (sportif, politique, émotionnel, ...), contribuant ainsi à lui procurer un pouvoir symbolique.

Les données empiriques proviennent principalement de l'observation participante (réunions d'organisation des experts, réunions thématiques, débats) et d'une série d'interviews (acteurs politiques et experts du projet, opposition politique, acteurs du mouvement sportif local)



ATELIER ON°4

LES ACCENTS POLITIQUES DU DISCOURS MÉDIATIQUE

MODÉRATEUR

Laurent Willemez (MCF en sociologie, Université de Poitiers)

MONICA ACETI

Politique de la diffusion de la capoeira en Europe : êtes-vous « libéral », « conservateur » ou « intégral » ?

GUILLAUME ERCKERT

Le boycott des Jeux olympiques de Pékin traité par le journal *Le Monde* (2001-2008). Une connaissance préfigurée et reconfigurée.

KARIM SOUANEF

La victoire des « Bleus 98 » : politisation du discours dans la presse écrite.

POLITIQUE DE LA DIFFUSION DE LA CAPOEIRA EN EUROPE : ÊTES-VOUS « LIBÉRAL », « CONSERVATEUR » OU « INTÉGRAL » ?

MONICA ACETI

monica.aceti@unifr.ch / boursière candoc FNS (Fonds National Suisse), doctorante au Laboratoire d'anthropologie et sociologie (LaSA – EA 3189), Université de Franche-Comté

L'essor de la capoeira en Europe débute dans les années 80 par la spectacularisation de cette danse/combat/jeu dans le cadre de tournées artistiques. La médiatisation (films, publicité) ainsi que le développement des moyens d'information tels que les sites web, Face book, you tube, etc. ont concouru à l'actuel marché désormais mondialisé de la capoeira (Aceti, 2008). Si, pour survivre, les capoeiristes intègrent de façon pragmatique à leur mode de vie, de pratique et de transmission, les codes culturel et politiques de ces nouveaux espaces (en référence à l'embodiment de Shilling, 2008), la véritable politique engage des enjeux de territoires supranationaux. L'espace de la capoeira se développe en systèmes de réseaux reliés généralement à des structures mères au Brésil. L'analyse socio-historique du développement de la capoeira en Europe a fait émerger trois tendances politiques. La ligne « libérale » présente une adéquation aux normes dominantes occidentales actuelles, tandis que la ligne « conservatrice » revendique la reconnaissance des conséquences de la colonisation et de l'oppression raciale toujours en acte. Une ligne

« intégrale » se profile de façon discrète mais révélatrice du caractère désormais cosmopolite de la pratique (Beck, 2006 ; Tarrus, 2000). L'analyse qualitative des archives de journaux, des événements de capoeira (baptême, rencontre culturelle ou sportive) et d'études de terrain en Suisse, Allemagne, France, Italie, Danemark, Syrie et Brésil, associées à des entretiens compréhensifs (N 108) ainsi qu'à un recueil quantitatif de structures de capoeira (N167) en France a démontré la divergence de ces intérêts politiques, auxquels s'associent des modes d'organisation et des styles de jeu concordant.

LE BOYCOTT DES JEUX OLYMPIQUES DE PÉKIN TRAITÉ PAR LE JOURNAL LE MONDE (2001-2008). UNE CONNAISSANCE PRÉFIGURÉE ET RECONFIGURÉE.

GUILLAUME ERCKERT

gerckert@unistra.fr / allocataire de recherche-moniteur, doctorant en STAPS, Équipe de recherche en sciences sociales du sport (EA 1342) (et Observatoire du récit médiatique de l'Université de Louvain-la-Neuve en Belgique), Université de Strasbourg

Depuis l'attribution des jeux Olympiques (JO) à Pékin le 14 juillet 2001, les discours journalistiques occidentaux restent pessimistes et sceptiques quant au bon déroulement de la compétition (Terret 2007, Erckert 2008). Au regard de la situation actuelle en Chine, il n'est alors pas rare de lire dans la presse les craintes d'attentats, de gestes politiques ou de la répression chinoise durant la quinze de compétition. Il n'en fallait pas moins pour que naisse et se développe une polémique. Faut-il boycotter les jeux Olympiques ? Y envoyer une délégation ? Les avis de la presse divergent mais tous expriment une vision à venir de l'événement et des conséquences futures du boycott.

De fait, c'est l'évolution temporelle de la polémique du boycott des JO de Pékin que la présente communication envisage. L'idée est de retracer comment, dans le cours de leur déroulement contingent, les discours journalistiques projettent l'horizon d'un dénouement possible de cette polémique et anticipent la tenue des JO. L'analyser dans sa dynamique et non à un moment donné apporte un regard novateur sur sa temporalité et la façon dont les protagonistes qui la relatent projettent le dénouement d'un horizon incertain. Dans cette perspective, il ne convient ni d'analyser un par un les micro-récits qui interviennent au cours de son développement, ni de mettre au jour leur enchaînement en une intrigue unifiée jusqu'au dénouement. Il s'agit plutôt de comprendre comment elle s'engendre dans le temps à mesure de son déroulement et comment les médias en produisent le récit d'un dénouement vraisemblable. Pour mener à bien l'analyse, nous prenons appui sur les sociologies pragmatiques et phénoménologiques qui envisagent le discours dans une conception du temps qui lie le passé et le futur comme unité de sens de l'événement. Dans cette perspective, Kosselleck (1990) analyse le temps sémantique à partir des données historiques pour montrer notamment que les polémiques naissent de la tension entre « champ d'expérience » et « horizon d'attente ». Au fil de leur déroulement, elles déterminent rétrospectivement leur propre émergence, de même qu'elles anticipent leur dénouement possible, lequel se présente sous la forme de projections en attente de leur détermination rétrospective. Schütz (1987, 2007) nomme cette structure temporelle particulière qui lie souvenirs et projections : le « futur antérieur ». Pour étudier l'évolution temporelle de la polémique dans les discours de presse, notre enquête porte sur une analyse sémantique d'un corpus de coupures de presse du quotidien *Le Monde* entre juillet 2001 et août 2008.

Les résultats montrent que le discours du Monde sur le boycott s'amorce dans le maintenant de leur surgissement, de même que l'attente qu'il préfigure et que l'expérience qu'il reconfigure. Les discours journalistiques s'inscrivent dans le présent en fonction des éléments nouveaux qui apparaissent dans le monde social. Parmi eux, les prises de position politiques favorables ou opposées au boycott, ou les volontés des sportifs français de ne pas participer à la cérémonie d'ouverture. Tous ces éléments viennent alors enrichir le discours sur l'horizon du dénouement de cette polémique et en préfigurent une issue probable. Dès lors, le quotidien projette et anticipe que « plusieurs chefs d'État pourraient ne pas assister à la compétition, de même que des athlètes à la cérémonie d'ouverture ». Cette attente probable se forge sur le souvenir de contextes antérieurs similaires reconfigurés par le journal. Ce dernier évoque, entre autres, l'expérience « du boycott des Olympiades de Moscou en 1980 et de Los Angeles en 1984 ».

LA VICTOIRE DES « BLEUS 98 » : POLITISATION DU DISCOURS DANS LA PRESSE ÉCRITE

KARIM SOUANEF

k.souanef@yahoo.fr / allocataire de recherche, doctorant en science politique, Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales orientations (IRISSO – UMR 7170), Université Paris Dauphine

La Coupe du monde 98 offre un cadre d'analyse propice à l'étude de la politisation des discours sur le sport dans les commentaires de la presse écrite. Notre propos se destine à mettre en évidence la manière dont un événement sportif international est politisé à travers le discours des journalistes, ces derniers véhiculant l'illusion d'un sport facteur d'intégration, susceptible de rassembler les individus et même les peuples autour de principes « universels ».

L'été 98 a vu la victoire historique, sur le plan sportif, de l'équipe de France de football lors de la Coupe du monde. Des scènes d'effervescence collective suivirent les différents succès des « Bleus 98 » pour atteindre une dimension paroxystique au soir de la finale. Notre intervention, inspirée des travaux de Nicolas Marriot sur l'illégitimité d'inférer des croyances et des raisons d'agir à partir de comportements observés, interpellera l'unanimité dans les commentaires des faits et également l'émission d'un message politique consensuel. Tout se passait comme si l'information sociétale – les « foules festives » – devenue une norme, supplantait l'information sportive. Loin de nous l'idée de nier le caractère spontané et inédit de la liesse collective, mais nous nous attacherons par contre à souligner la surinterprétation dans l'analyse journalistique des faits. L'expression « black, blanc, beur », invention des professionnels de l'information, trouvera sa légitimité dans l'identification supposée de la masse supportrice métissée à son équipe reflétant la « diversité de la nation française ».

Nous ferons l'hypothèse que postuler l'efficacité intégratrice des rassemblements collectifs, à la manière d'Emile Durkheim, fait le jeu des défenseurs d'un sport vertueux, porteur d'idéaux moraux. L'étude montre comment les journalistes, en optant pour une écriture fondée sur le registre de la subjectivité et de la supputation, agrègent la vision d'un sport transcendant les oppositions sociales et politiques. À l'image des travaux de sociologie du sport (Gastaut, 2003 ; Gasparini, 2005 ; Koebel 2008, ...) tentant de déconstruire la croyance du « sport intégrateur », notre approche pluridisciplinaire vise à relativiser les effets socialisateurs des rassemblements collectifs dans le cadre des grands événements sportifs internationaux. En tentant de nous départir de tout jugement normatif, nous questionnerons la forme d'allégeance des journalistes à la pensée politique selon laquelle le sport aurait un rôle assimilateur et d'encadrement de la population.

Notre matériau empirique est constitué de l'analyse d'un corpus de presse (dans un souci d'exhaustivité, la détermination s'est faite selon la logique de structuration du champ journalistique en pôles : intellectuel/commercial, généraliste/spécialisé) et surtout d'entretiens avec des journalistes de médias dominants.



LE RÔLE POLITIQUE DU PUBLIC DES STADES

MODÉRATEUR

Alfred Wahl (Professeur émérite, Université de Metz)

BERTRAND FINCOEUR

Football et tensions communautaires en Belgique.

STANISLAS FRENKIEL

Le match France-Algérie ou l'impossible réconciliation au Stade de France (6 octobre 2001).

NICOLAS HOURCADE

Les virages des stades français : un nouveau lieu du politique ?

FOOTBALL ET TENSIONS COMMUNAUTAIRES EN BELGIQUE

BERTRAND FINCOEUR

bfincoeur@ulg.ac.be / chercheur en criminologie, Groupe de Recherche et d'Analyse des Politiques de Sécurité (GRAPS), Université de Liège (Belgique)

Dans une société en mutation caractérisée par la mobilité et la globalisation, le sport peut se concevoir comme substitut aux référents identitaires traditionnels (Dunning, 1996 ; De Waele, Husting, 2008). Probablement plus que tout autre sport, le football apparaît comme le symbole de la mondialisation mais a contrario aussi comme le ciment des identités nationales, régionales ou locales (Boniface, 2006 ; Lanfranchi, 2002 ; Bodin, Héas, Robène, 2008). Accélérateur de mixité ou exutoire au tréfonds nationaliste, sa fonction fait l'objet d'innombrables débats et ses acteurs de constantes analyses. Bien qu'ils ne soient pas l'apanage des supporters, les phénomènes du racisme et de la xénophobie dans le football sont schématiquement dialectisés autour de deux interprétations de l'extrémisme. Une première, fonctionnelle, relativise la portée de certains comportements en insistant sur les effets d'une rhétorique de provocation et d'une théâtralisation codifiée de l'affrontement (Bromberger, 1995). La seconde attribue une dimension davantage idéologique aux messages de haine véhiculés par certains (groupes de) supporters. La réalité et l'ampleur de la présence de l'extrême droite dans les tribunes européennes est ainsi régulièrement discutée (Marsh, 1996 ; Heitmayer, 1992 ; Buffet,

Pfister, Poli, 2008). Latents ou claironnés, utilisés ou idéologisés, le racisme et la xénophobie occupent également périodiquement le devant de la scène du football belge (Fincoeur, 2008 ; Govaert et Comeron, 1995). Ces derniers mois, malgré plusieurs cas de discrimination raciale ou ethnique qui seront aussi abordés, c'est plutôt de la problématique des conflits linguistiques dont il fut question en Belgique avec la répétition de chants anti-wallons dans un contexte de crispation communautaire et de crise politique du pays (Delwit, 2009). Alors que le football jouait un rôle dans la détente du climat entre responsables politiques, les tensions entre communautés trouvaient à l'inverse dans des chants de supporters un lieu d'expression médiatisé. On peut toutefois se demander si ce n'est pas la médiatisation et la réaction sociale qui a suivi qui ont donné à ces comportements une dimension idéologique plus qu'incertaine jusqu'alors.

Les développements réalisés se basent principalement sur une quarantaine d'entretiens effectués auprès de supporters belges (hooligans, ultras et « bons supporters »). Ces entretiens originaux avaient notamment pour objectif de déterminer et comprendre la problématique des aires culturelles dans le football. La question du racisme et de la xénophobie ont également fait l'objet de discussions. En parallèle, de nombreuses observations ont été menées pendant deux ans dans les stades belges de première division.

LE MATCH FRANCE-ALGÉRIE OU L'IM-POSSIBLE RÉCONCILIATION AU STADE DE FRANCE (6 OCTOBRE 2001)

STANISLAS FRENKIEL
stanislas.frenkiel@u-psud.fr / **attaché temporaire d'enseignement et de recherche, doctorant en STAPS (ATER), Laboratoire sports, politique et transformations sociales (SPOTS – JE 2496), Université Paris-Sud XI**

Quarante-six ans après le match France-Afrique du Nord (2-3) à lieu le fameux match France-Algérie (4-1) au Stade de France le 6 octobre 2001, rencontre inachevée suite à l'envahissement du terrain par des centaines de supporters, majoritairement Français d'origine algérienne. Cherchant à approfondir les analyses des historiens Nicolas Bancel et Pascal Blanchard et celles de l'anthropologue Philippe Liotard, nous souhaitons revenir sur le déroulement, les enjeux, significations et représentations de ces retrouvailles sportives passionnées entre d'un côté, une Équipe de France Championne du Monde et d'Europe et de l'autre, une Équipe d'Algérie nouvellement dirigée par l'ancien professionnel Rabah Madjer. Nous appuyant sur l'analyse qualitative non seulement des principaux quotidiens algériens (El Watan, Le Matin et Le Quotidien d'Oran) et français (France-Football, Le Figaro Magazine, Le Monde, Le Parisien, L'Équipe Magazine et Libération) mais aussi sur les témoignages inédits -recueillis en France et en Algérie en 2006 et 2007- de 42 (anciens) footballeurs professionnels algériens, nous tenterons de démontrer que ce match incarne le triomphe de l'ambivalence.

Dans un premier temps, nous détaillerons les avis globalement convergents de la presse française et algérienne qui attendent ce match placé sous haute surveillance (causée par une triple menace) avec inquiétude et enthousiasme. Tout en revenant sur l'issue douloureuse -pour l'un comme l'autre pays- de cette rencontre, nous présenterons et analyserons dans un second temps le curieux paradoxe caractérisant l'action d'une partie des supporters : siffler l'Équipe de France symbolisant jusque là une France mythifiée « Black, Blanc, Beur » -dont cinq des onze titulaires ont leurs racines dans les Antilles ou en Afrique- et soutenir l'équipe nationale algérienne majoritairement composée de footballeurs nés en France. Ensuite, dans un troisième temps, alors que les commentateurs algériens et français reviennent sur le malaise social et identitaire de certains jeunes Français issus de l'immigration algérienne, nous affirmerons que leurs attitudes expriment une fracture sociale et coloniale marquée par une fascination pour le pays des origines.

Cette ambivalence (rejeter la France tout en souhaitant idylquement être reconnu par elle et par le pays de ses origines comme un citoyen à part entière) de ces « envahisseurs » semble être autant liée à des raisons socio-économiques, politiques, mémorielles qu'au façonnement familial et socioculturel de leur « identité algérienne ». Enfin, nous étudierons pourquoi les regards portés sur le match France-Algérie par les (anciens) footballeurs algériens interrogés, quelque soient leurs âges et leur pays de naissance (France ou Algérie) sont une nouvelle fois partagés entre honte, indulgence et colère. Des sentiments une nouvelle fois ambigus accolés de la conviction d'un « mal franco-français » rendant manifeste l'impossible réconciliation de la France et de l'Algérie.

LES VIRAGES DES STADES FRANÇAIS : UN NOUVEAU LIEU DU POLITIQUE ?

NICOLAS HOURCADE
nicolas.hourcade@ec-lyon.fr / **professeur agrégé de sciences sociales à l'École Centrale de Lyon, doctorant en sociologie au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS – UMR 8039)**

La politisation des tribunes est essentiellement abordée, par les médias comme par certains chercheurs, sous l'angle du racisme des supporters et de l'infiltration présumée de l'extrême droite dans les gradins. Cette focalisation sur le racisme pointe un problème social réel, mais masque l'émergence, depuis une vingtaine d'années, de divers comportements des supporters dont le caractère politique mérite d'être questionné et restreint ainsi la réflexion sur les aspects politiques du supportérisme. Nous proposons d'élargir l'analyse politique du supportérisme en étudiant plus particulièrement les groupes de supporters français qui se définissent comme ultras, lesquels constituent le pôle le plus démonstratif du supportérisme dans notre pays. Formant des associations structurées, ils s'impliquent dans le soutien au club et dans le monde du football, en adoptant une posture de type syndical, tout en acceptant le recours à la violence. À partir d'enquêtes ethnographiques menées depuis une quinzaine d'années auprès de plusieurs groupes ultras français, cette communication s'intéresse à la dimension politique des pratiques de ces supporters.

Bien qu'ils refusent généralement de les présenter comme tels, de nombreux comportements des ultras peuvent être considérés comme politiques : constitution du supportérisme en cause ; revendication d'une « identité » locale, régionale, nationale ou ethnique ; lutte contre le racisme dans les stades ; implication dans le tissu associatif local ; défense d'un « football populaire » contre le « football business » et les « politiques sécuritaires », etc. Ce constat conduit à interroger cette revendication d'apolitisme, en soulignant le souci de ces groupes de préserver leur autonomie et leur crainte d'être récupérés par des forces politiques extérieures, ainsi que leur représentation étroite et critique de la politique et leur interiorisation de l'idéologie apolitique du monde sportif. Il amène aussi, en tenant compte des rapports à la politique des générations impliquées dans les groupes ultras et de l'essor de formes d'actions politiques non conventionnelles dans notre société, à se demander si le supportérisme ultra peut constituer un mouvement social et si les virages des stades, occupés par les ultras, sont devenus de nouveaux lieux du politique.

Cette politisation variée des tribunes s'inscrit ainsi dans un contexte social et politique plus large, mais aussi dans une tendance de transformation du spectacle sportif en événement. Voulant être des acteurs à part entière du football, certains supporters s'approprient la scène qu'il offre et y créent leurs propres pratiques et événements auxquels ils s'attachent à donner une signification qui dépasse le sport. Au final, la manière de concevoir le spectacle sportif et le rôle qu'y jouent les publics, définie normativement par les acteurs dominants du monde sportif, apparaît comme un enjeu politique de luttes.



EXEMPLES DE « SPORTIVISATION » DE LA POLITIQUE

MODÉRATEUR

William Gasparini (PU en STAPS, Université de Strasbourg)

CHRISTOPHE GRANGER

Le match et la grève. Usages militants de l'événement sportif (Rateau, 1974).

CHRISTOPHE JACCOUD ET DOMINIQUE MALATESTA

L'action publique saisie par la Pensée sportive : le cas de la loi anti-hooligan en Suisse.

HERVÉ ANDRES

L'instrumentalisation politique de l'identité catalane autour du club de rugby de Perpignan.

LE MATCH ET LA GRÈVE. USAGES MILITANTS DE L'ÉVÉNEMENT SPORTIF (RATEAU, 1974).

CHRISTOPHE GRANGER

granger.chris@libertysurf.fr / docteurant en histoire, Centre d'histoire sociale du 20e siècle (UMR 8058) Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Les « années 68 », celles des politiques de restructuration industrielle qui menacent brusquement l'emploi, celles aussi de la reconfiguration des formes de la lutte en usine, qui porte la cgt et le pcf à réviser leur forme d'action [Vigna, 2007], inaugurent à leur façon un usage proprement militant du spectacle sportif. En 1974, la longue grève des « métallos » de l'usine Rateau à La Courneuve (le « Renault de la Seine-Saint-Denis ») est exemplaire. Après plusieurs semaines d'occupation, de meetings, de marches et d'opérations de rue, les grévistes, cégétistes pour l'essentiel, mettent sur pieds un « grand événement sportif de solidarité » : il s'agit d'un match de football amical, opposant l'équipe professionnelle du Red Star (« malgré une saison chargée ») et l'équipe maison, l'ASS Rateau, héritage des riches heures du paternalisme sportif d'entre-deux-guerres [Fridenson, 1989].

La rencontre, dont la charge symbolique est rehaussée par la présence des édiles locaux, communistes surtout, (Ralite), et des représentants syndicaux (Krasucki), est destinée bien sûr à grossir la caisse de soutien aux familles des grévistes, nerf de la grève qui dure. Mais elle a aussi sa logique propre. Le match ne se contente pas de prolonger la grève. Il l'incarne hors de l'usine. Il la rend visible, la dote d'une représentation, lui donne, autrement dit, son existence sur ce marché particulier de l'opinion publique, où commencent à se négocier désormais la signification, l'importance et parfois l'issue des conflits sociaux. Prise ainsi dans la montée d'un mode de gouvernement par l'événement, la production de cette manifestation sportive relève alors bel et bien du « jeu politique » (si l'on entend par là non pas l'espace des idéologies, mais ce qui relève de l'organisation des rapports de pouvoir).

À partir de la boîte à outil de la socio-histoire, soucieuse en particulier de soumettre à l'analyse la genèse des formes de relation à distance [Noiriel, 2006], l'étude serrée de ce « cas », attentive à l'histoire sociale des acteurs, des logiques locales et politiques à l'œuvre et des temporalités propres où ils sont pris, permet, loin de tout fonctionnalisme à courte vue, de saisir la rationalité propre des conduites à l'œuvre.

Dispositif particulier de mobilisation collective, le « match des Rateau » ne mise ni sur l'héroïsme sportif ni sur les principes de la compétition par procuration. Destinée d'abord à « populariser » la lutte, à toucher le public, il endosse la fortune populaire du football et les ressorts d'identification à géométrie variable qui vont avec (à l'usine, à la ville, à la classe ouvrière et, au gré de la politisation du conflit sur la scène nationale, à la gauche). Au moment précis, aussi, où l'extrême-gauche dénonce le noyautage communiste de la grève, il autorise, au gré d'une véritable politique de l'apolitisme, qui met en jeu le tissu local du communisme municipal, de produire un « lieu neutre », tout entier produit par et pour la cause sociale des grévistes. Plus décisif, enfin, il occupe une place de choix dans l'économie propre de la grève : opération médiatique, destinée à faire parler, ajustée autrement dit aux catégories journalistiques en vigueur, qui font alors le prix des événements publics [Champagne, 1984], il parvient à rompre le silence obstiné de l'ortf à l'égard du mouvement. Voilà qui transforme la manifestation sportive, forme particulière tout compte fait de la manifestation, en instrument de luttes sociales, parmi ceux capables de faire exister une cause et de lui donner son sens. Or cet usage de l'événement sportif est d'autant plus décisif ici que, quelques semaines après le succès des « Lip » à Besançon, orchestré par une cfdt attachée à la participation directe des travailleurs, il répond au souci de la cgt de s'inventer de nouveaux modes d'action résolument « populaires ».

L'ACTION PUBLIQUE SAISIE PAR LA PENSÉE SPORTIVE : LE CAS DE LA LOI ANTI-HOOLIGAN EN SUISSE

CHRISTOPHE JACCOUD

christophe.jaccoud@unine.ch / professeur associé, Centre international d'étude du sport, Université de Neuchâtel (Suisse)

DOMINIQUE MALATESTA

dmalatesta@eesp.ch / professeure, Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES SO) – Ecole d'études sociales et pédagogiques (EESP), Lausanne (Suisse)

Le sport, du fait de ses origines historiques ancrées dans le darwinisme social et la montée des nationalismes, a été régulièrement instrumenté par les États, et ceci sur un registre varié : perspective d'affrontement « à distance » entre nations, puissant potentiel d'identification des individus aux équipes représentant la communauté nationale... Plus près de nous, on peut pointer la sollicitation du sport et des sportifs comme rouages d'une Public diplomacy internationale au moins autant orientée par des politiques de la puissance valorisant des facteurs traditionnels comme le potentiel militaire, le poids démographique et le poids économique, que par des logiques dites de soft power, qui trouvent, dans l'organisation de grands événements sportifs notamment, de judicieuses opportunités pour faire valoir des attractivités concurrentielles tant économiques que technologiques, logistiques, politiques ou encore culturelles.

On peut symétriquement démontrer qu'il existe, dans un certain nombre de contextes de régulation politique, les indices d'une dynamique de sportivisation de la politique. Nous faisons référence ici à des situations dans lesquelles une « Pensée sportive », c'est-à-dire une doxa articulée sur le bréviaire coubertinien et le mythe vertuiste qui le sous-tend, vient alimenter et orienter la politique et les politiques publiques. Pour constituer alors tout à la fois une croyance commune aux acteurs publics et privés concernés, une valeur centrale sur laquelle fonder des stratégies de résolution des problèmes et une perception partagée des principes d'action publique à mettre en œuvre.

Un tel constat, qui trouve des appuis théoriques dans le courant des approches cognitives des politiques publiques (notamment Sabatier, 1998 ; Muller, 2000) mettant l'accent sur le poids équivalent des matrices normatives et des matrices cognitives dans les processus d'interprétations du réel, sera documenté par l'analyse de la Loi anti-hooligan entrée en vigueur en Suisse depuis le 1er janvier 2007. L'analyse socio-juridique de cette loi donne en effet à voir trois choses.

En premier lieu, combien l'attachement à une vision enchantée du sport reconnu comme institution et pratique produisant a priori de l'universalité et des bonnes valeurs, s'est imposé comme un référentiel d'équilibre dont la pertinence et la légitimité n'ont pas été mises en question.

En second lieu, comment des représentations articulées sur des croyances ontologiques et normatives peu ou pas interrogées, peuvent servir de base de référence à des régulations sociopolitiques.

En troisième lieu, comment la prégnance et les effets idéologiques d'une grammaire de l'amour du sport ont conduit à formuler une loi ambiguë, en particulier quant à la répression spécifique du supportérisme marqué par une orientation d'extrême-droite.

L'INSTRUMENTALISATION POLITIQUE DE L'IDENTITÉ CATALANE AUTOUR DU CLUB DE RUGBY DE PERPIGNAN.

HERVÉ ANDRÈS

herve.andres@unice.fr/ingénieur d'études, docteur en sciences politiques, Unité de recherches «Migration et société» (URMIS – UMR 205), Université de Nice-Sophia Antipolis

L'Union Sportive des Arlequins de Perpignan (USAP) est un des clubs français de rugby les plus titrés, et en juin 2009, le club a conquis son premier championnat national depuis 1955, événement salué par de nombreux acteurs (sportifs, supporters, journalistes, responsables politiques) comme la victoire de « tout un peuple », le peuple catalan, communiant avec ferveur dans les couleurs « sang et or », symboles de l'affirmation de l'identité catalane. Perpignan est la préfecture du département des Pyrénées-Orientales, qui correspond aux provinces nord-catalanes rattachées à la France par le Traité des Pyrénées en 1659 et donc, séparées de Barcelone et la Catalogne « sud », aujourd'hui prospères et prestigieuses. Ces dernières années, la plupart des acteurs institutionnels (responsables des collectivités territoriales, des entreprises, des clubs sportifs) ont mis en avant l'identité catalane alors que par ailleurs, la pratique de la langue catalane, naguère marqueur fort de l'identité, était en net déclin. Selon certains observateurs, par le succès qu'il rencontre auprès d'un large public, au mois sur le plan local, le rugby serait devenu depuis plusieurs années le principal vecteur de l'affirmation identitaire nord-catalane. Ceci constitue une différence notable avec la Catalogne Sud, où l'identité s'exprime dans de nombreux champs d'activités (politique, culturel, économique, etc.). Cela constitue même un paradoxe, puisque le rugby est en réalité un trait commun à la France du Sud, et qu'il est un sport tout à fait confidentiel en Catalogne Sud. Dans cette contribution, il s'agit de traiter de deux figures différentes d'instrumentalisation politique de l'identité catalane au travers du phénomène de l'USAP.

D'une part, la première figure correspond aux « entrepreneurs identitaires », qui tentent d'instrumentaliser l'intérêt important suscité par l'USAP auprès du public (pas seulement par la qualité du jeu ou des résultats sportifs, mais aussi et surtout en tant que phénomène social) au profit de courants politiques catalanistes, qui peuvent se traduire politiquement par des prises de positions régionalistes ou nationalistes. Cette posture politique est certes tout-à-fait minoritaire électoralement, mais il est intéressant de rendre compte de son influence et de montrer les stratégies mises en œuvre dans le stade, les manifestations périphériques, les forums de supporters, etc.

D'autre part, la deuxième figure correspond aux pouvoirs politiques locaux, responsables de la Mairie de Perpignan, du Conseil général et du Conseil régional, qui sont divisés politiquement et en concurrence pour la prééminence politique locale. Du fait de leur position de pouvoir dans les collectivités locales qu'ils contrôlent, ils sont en mesure d'être de véritables partenaires de l'USAP (subventions, installations sportives, etc.) et se livrent à une certaine surenchère, leur point commun étant de considérer l'USAP comme un des principaux moyens pour toucher la population, en constituant une identité positive et intégratrice. Ils présentent leur posture comme apolitique (au contraire de la précédente) car elle consiste à nier tout caractère politique à l'identité catalane, considérée comme un « accent » au sein de la République française. On peut se demander si, conformément à la doxa en matière de relation entre sport et politique, il ne s'agit pas, pour ces responsables politiques, de dépolitiser le rugby, tout en tirant parti du phénomène social lié au rugby.

Ma contribution consiste à rendre compte de ces deux figures d'instrumentalisation politique, en exploitant principalement des données compilées depuis plusieurs années à partir d'observations sur le terrain, d'entretiens, de coupures de presse et d'analyses de discours tenus sur le forum internet de l'USAP.

